Burundi : visite de travail du commissaire Chergui de la Commission de l'UA

@rib News, 18/01/2017 – Source Xinhua Le commissaire en charge de la paix et de la sécurité au sein de la Commission de l'Union Africaine (CPS/UA), Ismaël Chergui (photo, centre), est arrivé à l'aéroport international de Bujumbura mercredi après-midi pour une visite de travail de deux jours au Burundi. La visite du commissaire Chergui au Burundi intervient au moment où la présidence burundaise vient d'ordonner au MRECI d'enclencher le processus de retrait des troupes burundaises déployées en Somalie dans le cadre de la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM).

Le commissaire Chergui n'a pas fait de déclaration sur son arrivée sur l'objet de sa visite comme le programme provisoire de son déplacement à Bujumbura, l'avait prévu. "Aucun motif officiel n'est spécifié sur l'agenda de cette visite même si un observateur avisé de la scène diplomatique burundaise, peut tenter de le deviner", s'est contenté d'indiquer Xinhua sous couvert d'anonymat un haut cadre diplomatique relevant du service du protocole du ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale (MRECI). Selon cette source, ce dirigeant de l'UA prévoit, au cours de son séjour burundais, des entretiens avec les plus hautes autorités burundaises dont le président Pierre Nkurunziza. Créé par le Conseil pour la Paix et la Sécurité de l'Union Africaine (CPS/UA) le 19 janvier 2007 avec l'aval de l'Organisation des Nations Unies (ONU) à la suite de la guerre civile somalienne, l'AMISOM comptait, début 2016, 22.000 soldats ressortissants de quatre pays contributeurs africains, à savoir l'Ouganda (6000), le Burundi (5400), l'Éthiopie (4400) et le Kenya (3600), en charge de combattre le groupe terroriste somalien connu sous le vocable d'Al-Shabbaab. Le gouvernement burundais a fixé le 6 janvier 2017 la CSP/UA comme date butoir de paiement des arriérés de toutes indemnités dues à ses militaires déployés en Somalie dans le cadre de la participation burundaise aux opérations militaires de l'AMISOM faute de quoi il a brandi la menace de retrait de ses soldats. Les arriérés des indemnités des soldats burundais déployés en Somalie dans le cadre de l'AMISOM, se comptent déjà 11 mois d'impayés à cause d'un "contentieux" survenu en 2016 entre le gouvernement burundais et l'Union Européenne (UE) financier des troupes contributrices. Au deuxième semestre 2016, l'UE a décidé de durcir les sanctions financières contre le gouvernement burundais, en annonçant sa volonté de "payer directement" aux soldats burundais déployés dans le cadre de l'AMISOM leurs indemnités, sans que celles-ci poursuivent leur transit sur les comptes de l'État burundais, en empruntant les créneaux de la Banque de la République du Burundi (BRB). Le gouvernement burundais a réagi en fustigeant cette décision de l'UE, en invoquant la nécessité de protéger sa souveraineté et le maintien intégral de son autorité sur ses troupes déployés en Somalie. Le 15 juillet 2011, l'UA et le gouvernement burundais ont conclu un mémorandum d'entente dans le cadre du partenariat en ce qui concerne les relations les liant au niveau de l'AMISOM ; lequel mémorandum prévoit la possibilité du retrait définitif de ses troupes en cas de violation des clauses de ce pacte par l'une des parties prenantes. La présidence burundaise souhaite que le MRECI réfléchisse sur les modalités pratiques de retrait de ces troupes avant les assises du prochain sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'UA, prévu à Addis-Abeba (Éthiopie) les 30 et 31 janvier 2017, ainsi que de veiller à ce que cette tribune africaine en soit largement informée. En novembre dernier, l'UA avait rejeté "fermement" la décision de l'UE de suspendre le paiement des salaires des soldats burundais déployés en Somalie dans le cadre de l'AMISOM, sans écarter "les lourdes et négatives conséquences de la décision européenne sur les opérations de l'AMISOM et sur les avancées sécuritaires déjà en Somalie."

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});